

Israël/A l'issue des législatives de mardi

Netanyahu en route vers un cinquième mandat

AFP  
Jérusalem/Israël

Au vu de la configuration du nouveau Parlement, c'est à lui que le président Reuven Rivlin devrait confier dans les prochains jours la tâche de former une coalition de gouvernement.

**BENJAMIN** Netanyahu était hier sur la voie d'un cinquième mandat de Premier ministre israélien après le dépouillement de la quasi-totalité des votes aux législatives de la veille, qui le place en meilleure posture que son principal adversaire pour former le prochain gouvernement. Les projections établies par les médias à partir du comptage de 97% des bulletins créditent le parti de M. Netanyahu d'autant de sièges (35) que la liste Bleu-blanc (centre-droit) de Benny Gantz. Mais elles anticipent autour de M. Netanyahu une majorité potentielle de droite de 65 mandats sur les 120 de la prochaine Knesset. Dans une telle configuration, il semble hautement improbable que le président Reuven Rivlin confie dans les prochains jours à un autre que M. Netanyahu la tâche de former une coalition de gouvernement. M. Netanyahu, 69 ans, au



Photo : AFP

C'est un Benjamin Netanyahu triomphant qui devrait, dans les prochaines semaines, inaugurer un nouveau mandat, le cinquième, à la tête du gouvernement israélien.

pouvoir sans discontinuer depuis 10 ans, signerait ainsi un nouveau coup d'éclat en remportant, malgré la menace d'une inculpation pour corruption, des élections largement présentées comme un référendum sur sa personne. Ses ennuis judiciaires risquent toutefois de le rattraper dès les premiers mois d'un nouveau mandat. Triomphant et emphatique devant des supporters enfiévrés réunis à Tel-Aviv, M. Netanyahu a parlé dans la nuit de succès "magnifique", "phénoménal", "dépassant l'imagination". Cette victoire a été obtenue "dans des conditions impossibles" et malgré des "médias hostiles", a-t-il paradé,

soulevant des huées valant approbation, dans le prolongement d'une campagne acrimonieuse. Il a promis un "gouvernement de droite", disant avoir déjà approché les chefs d'autres partis de cette sensibilité qui lui ont, pour la plupart, apporté leur soutien. Hier matin, M. Gantz disait attendre encore les résultats définitifs, mais parlait de "réussite historique". Jamais un parti aussi jeune n'avait obtenu un tel résultat "en si peu de temps", a dit l'ancien chef d'état-major à des journalistes devant chez lui à Rosh Haayin (centre). "Les gens réclament une voie différente et nous allons la leur donner. Person-

nellement, je vous ai dit que j'étais là pour dix ans", a-t-il promis. Quelque 6,3 millions d'électeurs étaient appelés à élire leurs 120 députés et décider si l'indétrônable "Bibi", adoré des uns, détesté des autres, poursuivrait son long règne ou si l'heure du changement était venue avec Benny Gantz, novice en politique. Au total, 67,9% des électeurs ont pris part au vote, contre 71,8% lors des législatives de 2015. Le décompte des voix ne devrait être final qu'après le dépouillement - hier soir - du vote des soldats, prisonniers et diplomates, mais les grands équilibres ne devraient guère être altérés.

**"NON A LA PAIX"** • M. Netanyahu se sera prévalu de sa trempe d'homme fort, de ses réussites diplomatiques, de sa proximité avec le président américain Donald Trump ainsi que d'une croissance économique continue. Comme en 2015, dans ce qui ressemble fort à un appel du pied à l'électorat de droite, M. Netanyahu a sorti de sa manche une surprise de dernière minute en se disant prêt, au mépris d'un large consensus international, à annexer les colonies israéliennes de Cisjordanie, territoire palestinien occupé depuis plus de cinquante ans par Israël. Une telle annexion scellerait probablement le sort d'un Etat palestinien indépendant coexistant avec Israël, la solution dite "à deux Etats" qui est la référence de l'Onu pour résoudre ce vieux conflit. Les Israéliens "ont choisi pour les représenter un Parlement à écrasante majorité de droite, xénophobe et anti-palestinienne", s'est émue la dirigeante palestinienne Hanane Achraoui. Avant elle, un autre responsable de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Saëb Erakat, avait décompté que seuls 18 des 120 députés israéliens soutenaient la solution à deux Etats.

Soudan/Troubles

Au 5e jour, la foule toujours déterminée à faire "chuter" Béchir

AFP  
Khartoum/Soudan

**UNE** foule déterminée de Soudanais continuait hier, pour la 5e journée consécutive, de défier le régime de Béchir devant le QG de l'armée, dont les intentions, tout comme celles de la police, restent incertaines dans le rapport de force entre pouvoir et manifestants. Signe que le président Omar el-Béchir n'est pas

prêt à céder à la pression de la rue, le parti du Congrès national (NCP) au pouvoir a appelé l'ensemble de ses membres à un rassemblement de soutien au chef de l'Etat ce jeudi à Khartoum. Réunis dans la capitale devant le QG de l'armée depuis samedi, des milliers de Soudanais demandent eux inlassablement la démission du président au pouvoir depuis trois décennies. Depuis samedi, les contestataires ont essuyé à plusieurs reprises les assauts

du puissant service de renseignement NISS, qui a tenté en vain de les disperser à coups de gaz lacrymogènes, selon les organisateurs des manifestations. Et mardi, 11 personnes dont six membres des forces de sécurité ont été tuées lors de manifestations à Khartoum, a rapporté hier le porte-parole du gouvernement Hassan Ismail, sans préciser les circonstances de leur mort, selon l'agence officielle Suna. Des témoins ont cependant

fait état d'une nuit calme, et aucune tentative de dispersion n'a été rapportée pour la journée d'hier. Le nouveau bilan communiqué hier par le porte-parole du gouvernement porte à 43 le nombre de personnes tuées depuis le début du mouvement en décembre, selon les autorités. Des ONG l'estiment plus élevé, et avaient évoqué 51 manifestants tués avant le regain de la mobilisation samedi. Hier matin, les manifestants cherchaient à réunir des fonds pour assurer eau et nourriture à la foule restée devant le QG de l'armée, alors que la température dépasse les 40 degrés à l'ombre en journée dans la capitale soudanaise. "De nombreux commerçants et hommes d'affaires nous ont donnés des provisions gratuitement", a indiqué à l'AFP un protestataire. Selon une manifestante devenue célèbre sur les réseaux sociaux après la large diffusion d'une vidéo d'elle en train de chanter parmi la foule, les Soudanaises jouent un rôle es-

sentiel dans la mobilisation actuelle. "Les femmes soudanaises ont toujours participé aux révolutions dans ce pays", a affirmé à l'AFP Alaa Salah. "Je suis très fière de participer à cette révolution et j'espère que nous atteindrons notre but". L'étincelle de départ de la contestation a été la décision du gouvernement de tripler du prix du pain le 19 décembre. A travers le pays, des milliers de Soudanais ont appelé au départ de M. Béchir, 75 ans et au pouvoir depuis près de 30 ans. Refusant de démissionner, le président a tenté de réprimer la contestation par la force, puis a instauré le 22 février l'état d'urgence - et son cortège de mesures d'exception - à l'échelle nationale. Le Soudan, amputé des trois quarts de ses réserves de pétrole depuis l'indépendance du Soudan du Sud en 2011, est confronté à une inflation de près de 70% par an et fait face à un grave déficit en devises étrangères.

C'est arrivé...

Un touriste veut se prendre en selfie, tombe et se noie dans le Nil

**UN** touriste saoudien qui se prenait en selfie sur les bords du Nil en Ouganda a glissé, est tombé et est mort noyé, a déclaré mardi la police. "Il s'est noyé en prenant un selfie sur le Nil et l'eau l'a emporté", a dit une porte-parole de la police ougandaise, Hellen Butoto. Le Saoudien se trouvait en compagnie d'amis avec qui il visitait les chutes de Kalagala, dans le centre de l'Ouganda, quand l'accident s'est produit samedi.

"Le touriste a glissé parce que le sol était mouillé et qu'il s'est penché en arrière pour se prendre en selfie avec les eaux bouillonnantes en arrière-plan", a ajouté la porte-parole de la police qui a précisé que son corps avait été retrouvé mardi à quelque 10 km en aval. Selon une étude du All India Institute of Medical Sciences de 2018, les accidents de selfies ont fait 259 morts dans le monde entre octobre 2011 et novembre 2017.

... sur les bords du Nil (Ouganda)

L'Afrique en bref

- **Algérie / Politique.** L'engagement et la mise en garde de l'armée Le chef de la puissante armée, le général Ahmed Gaïd Salah, a promis hier de veiller sur la transition mais mis en garde les Algériens contre la poursuite des manifestations antirégime, au lendemain de la nomination contestée comme président par intérim d'Abdelkader Bensalah, un cacique du "système" Bouteflika.
- **Cameroun / Conflit.** Cinq civils tués en zone anglophone L'armée camerounaise a tué cinq civils lors d'une récente "attaque meurtrière" contre un village de la région anglophone du Nord-Ouest, a affirmé hier l'ONG Human Rights Watch (HRW) dans un communiqué.
- **Guinée équatoriale / Politique.** Le ministre de l'Economie limogé pour "irrégularités" Le ministre de l'Economie et des Finances de Guinée équatoriale a été limogé par décret présidentiel pour "irrégularités", a appris l'AFP hier de source officielle.
- **Mali/Antiterrorisme.** Une trentaine de jihadistes neutralisés Les militaires français et maliens ont mis "hors de combat" la semaine dernière une trentaine de jihadistes, saisi des armes et démantelé un camp d'entraînement lors d'une vaste opération près de la frontière avec le Burkina Faso, a annoncé hier l'état-major français à l'AFP.
- **France/Justice.** L'ancien ministre Jérôme Cahuzac échappe à la prison  L'ancien ministre français du Budget Jérôme Cahuzac, condamné pour fraude fiscale en mai 2018 à quatre ans de prison dont deux avec sursis, échappe à la prison en bénéficiant d'un aménagement de sa peine sous forme de bracelet électronique.
- **Pérou/Corruption.** La justice ordonne le placement en détention de l'ex-président Kuczynski La justice péruvienne a ordonné hier le placement en détention provisoire pour 10 jours de l'ex-président Pedro Pablo Kuczynski (2016-2018) dans le cadre du scandale de corruption Odebrecht qui secoue la classe politique latinoaméricaine ces dernières années.

Photo : AFP